



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **03 JUL. 2025**

Rapport de la visite de surveillance de parc des équipements sous pression

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEWSPRINT (ex SCI FONCIERE 1- GEODIS)

domaine de Massane - Espace Méditerranée
34670 Baillargues

Références : ESP/25-1614
Code AIOT : 0006507036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement NEWSPRINT (ex SCI FONCIERE 1- GEODIS) implanté Boulevard d'Italie Lot 7 - Parc d'activités Paris Sud 1 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEWSPRINT (ex SCI FONCIERE 1- GEODIS)
- Boulevard d'Italie Lot 7 - Parc d'activités Paris Sud 1 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006507036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

News Print est une imprimerie lancée en mai 2015 et offre une capacité de production pouvant atteindre 2 millions d'exemplaires par jour. L'usine, d'une superficie de 12 000 m², est divisée en trois sections principales : le stockage de papier, les rotatives et le prépresse, et enfin, la sortie des

rotatives avec la palettisation et l'expédition.

Cette imprimerie comporte 3 récipients sous pression et 2 systèmes frigorifiques soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des appareils à pression ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des appareils à pression à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 et, L.557-53 à L.557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Dossiers d'exploitation des équipements	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 I.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 25/11/2017, article 6 III.	Demande d'action corrective	2 mois
6	Suivi en service avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 27/11/2017, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
10	Réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 29/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Conditions d'utilisation de l'équipement	Arrêté Ministériel du 30/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration et contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9	Sans objet
5	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 02/12/2017, article 10	Sans objet
7	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 24/11/2017, article 15	Sans objet
8	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 23/11/2017, article 18	Sans objet
9	Réalisation d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17	Sans objet
11	Succès d'une requalification périodique	Arrêté Ministériel du 28/11/2017, article 24	Sans objet
12	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 01/12/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements sous pression (ESP) sur le site NEWS PRINT sont en cours de régularisation. Depuis leur mise en service en 2015, les équipements sous pression (hors systèmes frigorifiques) n'ont

jamais subi d'inspections périodiques. Des requalifications périodiques décennales sont cependant programmées entre le 30/06 et 01/07/25. L'Inspection constate ainsi que l'exploitant a une connaissance insuffisante de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression. Par ailleurs le site détient des systèmes frigorifiques qui ont fait l'objet d'un refus de requalification périodique en 2024 pour le motif de l'absence d'un Contrôle Après Intervention suite à une modification notable. Au jour de la visite, le motif de ce refus est résolu mais les équipements n'ont pas encore fait l'objet d'une requalification périodique valide. L'exploitant pensant pourtant être à jour, l'Inspection lui a rappelé qu'il doit nécessairement obtenir une attestation de requalification périodique satisfaisante pour ces systèmes frigorifiques.

De plus, l'inspection a rappelé que le maintien en service d'équipements sous pression en situation irrégulière était passible de sanctions.

Enfin, les dossiers d'exploitation des ESP et la liste des appareils à pression du site doivent être complétés conformément à l'article 6. I et 6.III de l'AM du 20/11/2017 et du CTP du 23 juillet 2020 pour le suivi des systèmes frigorifiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à différents prestataires externes/ organismes habilités pour les contrôles réglementaires de ses équipements sous pression.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant s'appuie entièrement sur ses prestataires et présente une connaissance insuffisante de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (ainsi que le CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques). En particulier, l'inspection relève au cours de la visite que l'exploitant n'a pas connaissance que ses équipements sous pression sont soumis aux inspections périodiques (en plus des requalifications périodiques).</p> <p>A noter que l'exploitant est en cours de contractualisation avec un prestataire externe pour un appui sur la veille réglementaire.</p>

Par ailleurs, pour les équipements répondant aux critères de l'article 7 de l'AM du 20/11/2017 (en particulier le réservoir d'air Lohenner "cuve ballon tampon"), le personnel chargé de l'exploitation n'est pas formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20250618-1: L'exploitant doit apporter la preuve que le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sous pression sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.

Suite n°20250618-2: Pour les équipements sous pression répondant aux critères de l'article 7 de l'AM du 20/11/2017 (en particulier la « cuve tampon »), le personnel chargé de l'exploitation n'est pas formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dossiers d'exploitation des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 I.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications

périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats :

Les dossiers d'exploitation des équipements suivants ont été consultés :

- compresseur Atlas Copco de n° série API6666790 d'année de fabrication 2015:

notamment: notice d'instruction.

A noter que l'équipement ne dispose pas de registre, n'a jamais subi de contrôles réglementaires au jour de la visite de surveillance du parc : inspection périodique (IP) et requalification périodique (RP). L'équipement n'est pas soumis à déclaration de mise en service (DMS) / contrôle de mise en service (CMS). Aucune documentation relative à l'accessoire de sécurité (soupape de sécurité) n'était disponible dans le dossier d'exploitation (bonne pratique). La déclaration de conformité CE de l'équipement est en cours de recherche par l'exploitant pour l'intégrer dans le dossier d'exploitation.

L'équipement est suivi sans plan d'inspection.

- réservoir d'air Lohenner "cuve ballon tampon" d'année de fabrication 2015:

notamment: la déclaration de conformité CE en date du 15/01/2015, des documents associés à des soupapes de sécurité de marque HEROSE n°06205 et n° 06217 (déclaration de conformité CE, certificat de conformité et notice d'instructions).

A noter que l'équipement ne dispose pas de registre et n'a jamais subi de contrôles réglementaires au jour de la visite de surveillance du parc : IP et RP. Le CMS n'était pas réglementaire à la date de mise en service de l'équipement (02/2015) mais la déclaration de mise en service était cependant requise. Le dossier ne comporte pas de preuve de dépôt de cette déclaration de mise en service. (post-visite : l'inspection constate que la déclaration de mise en service a été effectuée le 27/06/2025 sous l'application LUNE). Enfin, le dossier d'exploitation de l'équipement ne comporte pas sa notice d'instructions.

L'équipement est suivi sans plan d'inspection.

- système frigorifique TRANE de n° série EKX2359 d'année de fabrication 2014:

notamment : déclaration de conformité CE de l'ensemble, notice d'instructions (présente au niveau de l'équipement en lui-même), compte-rendu d'inspection périodique du 21/12/2023, une attestation de refus de requalification périodique du 12/04/2024, attestation en date du 10/04/2025 de conformité d'une intervention, d'une attestation de changement de soupape, d'un plan d'inspection rédigé par un prestataire externe (non approuvé par OH et non signé par exploitant).

A noter que cet ensemble ne dispose pas de registre, du titre d'habilitation (exigé par le chapitre A.7.2 "partie exploitation" du CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques du 23 juillet 2020) de la personne ayant réalisé l'inspection périodique (même prestataire ayant rédigé le plan

d'inspection). Le dossier ne comporte pas de compte-rendu de vérification initiale (VI) (une date de VI est cependant indiquée dans le compte-rendu d'inspection périodique). Le dossier d'exploitation ne comporte pas d'attestation de requalification périodique satisfaisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20250618-3 : les dossiers d'exploitation des équipements sous pression devront être complétés, à minima par :

- un registre (tous les équipements sous pression);
- la dernière attestation de requalification périodique satisfaisante et titre d'habilitation des personnes qui ont réalisé l'inspection périodique (système frigorifique);
- notice d'instructions et preuve de dépôt DMS (cuve ballon tampon);
- déclaration de conformité CE (compresseur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/11/2017, article 6 III.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

La liste des appareils à pression a été transmise à l'inspection le 31/03/2025 suite à sa demande le 03/03/2025.

La liste est incomplète et ne comporte pas les éléments suivants :

- le type (récipient) ;
- le régime de surveillance (correspond au suivi en service avec ou sans plan d'inspection) ;
- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et, de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

A noter par ailleurs que la liste des systèmes frigorifiques ne comporte pas l'ensemble des éléments constitutifs de chaque système soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Enfin, conformément au CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, la liste doit comporter pour chaque élément constitutif : le nom du fabricant, l'année de fabrication, la PS et le volume.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite n°20250618-4: la liste des appareils à pression doit être complétée et être conforme à l'article 6.III du 20/11/2017. En particulier pour les systèmes frigorifiques, la liste doit comporter leurs éléments constitutifs et être conforme à la fiche technique n°7 "Données minimales pour l'établissement de la liste des équipements sous pression" du CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déclaration et contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Preuve de déclaration de mise en service
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration de mise en service est effectuée par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice : https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr. Cette adresse est modifiée par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle. La déclaration comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les principales caractéristiques de l'équipement ; - le nom du fabricant et le pays de fabrication ; - le numéro de l'organisme notifié le cas échéant ; - la date de mise en service ; - les coordonnées de l'exploitant ; - le lieu d'installation ; - une copie de la déclaration de conformité délivrée par le fabricant pour l'équipement ou, le cas échéant, pour l'ensemble relevant des dispositions de l'article R. 557-9-2 et auquel appartient l'équipement. <p>L'exploitant reçoit une preuve de dépôt de sa déclaration. L'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2 peut demander tout complément utile sur cette déclaration. Pour les déclarations par lot, des dispositions particulières peuvent être retenues par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration de mise en service pour le réservoir d'air Lohenner "cuve ballon tampon" était absente du dossier d'exploitation. L'exploitant s'était engagé à faire une recherche pour la retrouver.</p> <p>Post-visite, l'Inspection constate qu'une déclaration de mise en service a été effectuée le 27/06/2025 sur l'application LUNE. L'Inspection demande dans la fiche de constat n°2 (suite n°20250618-3) de compléter le dossier d'exploitation de la cuve tampon avec la preuve de dépôt de cette déclaration.</p> <p>Les autres équipements sous pression sur site ne sont pas concernés par la déclaration de mise en service (exigible depuis le 22/07/2000 (utilisation de LUNE depuis le 01/04/2015)).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels; CMS
Prescription contrôlée : Le contrôle de mise en service est requis avant : <ul style="list-style-type: none">- la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;- la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
Constats : Les deux compresseurs Atlas Copco (année de fabrication et mise en service en 2015) et le réservoir d'air Lohenner "cuve ballon tampon" (année de fabrication et mise en service en 2015) ne sont pas concernées par le contrôle de mise en service (exigible depuis le 01/01/2018 pour les réceptifs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi en service avec plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Régularisation des systèmes frigorifiques

Prescription contrôlée :

Article 13

I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.

VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.

Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.

Constats :

L'exploitant dispose de deux systèmes frigorifiques qui sont suivis avec plan d'inspection (rédigé sur la base du CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques du 23 juillet 2020).

Le plan d'inspection du système frigorifique de n° série EKX2359 a été présenté à l'Inspection. Ce dernier n'est pas complet selon l'annexe 1 "Plan d'inspection (PI) générique d'un système frigorifique". Il manque, en particulier, la partie signature des parties mais, ce plan devra être approuvé, prochainement, lors de sa première requalification périodique. Le plan d'inspection précise en revanche le rédacteur (son habilitation est valide jusqu'au 28/02/2026).

Un rapport d'inspection périodique du 21/12/2023 du système frigorifique n° EKX2359 était présent dans le dossier d'exploitation. Ce rapport affiche une date de vérification initiale (VI) au 21/12/2023 également mais le dossier d'exploitation de ce système ne comporte pas de compte-rendu de VI.

Par ailleurs, le dossier d'exploitation de ce système présente un refus de requalification périodique (intervention du 12/04/2024) pour le motif suivant : "le récupérateur de chaleur a été ajouté à l'ensemble, c'est une modification notable, réaliser un contrôle après intervention". L'Inspection constate que le motif a été résolu depuis car l'équipement dispose d'une attestation de conformité d'une intervention réalisée sur un équipement sous pression (rapport sans observation rédigé le 10/04/2025 par un organisme habilité). Cependant, l'équipement se trouve toujours en situation irrégulière car il n'a pas été requalifié. **L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il est passible de sanctions pour cette irrégularité.**

<p>A noter que les différents documents de ce système frigorifique ne sont pas cohérents sur ses éléments constitutifs et leurs caractéristiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 éléments constitutifs dans le rapport d'inspection périodique et le plan d'inspection contre 6 dans l'attestation de refus de requalification périodique; - l'attestation de conformité précise une PS de 25 bars pour les échangeurs alors que les autres documents indiquent 15,8 bars. <p>Dans la fiche de constat n°3 (suite n°20250618-4), l'Inspection demande à l'exploitant de lister les éléments constitutifs de ses ensembles dans sa liste des appareils à pression.</p> <p>Le plan d'inspection prévoit des échéances de 48 mois (surligné en orange) pour les inspections périodiques et 12 ans pour les requalifications périodiques. A noter que l'inspection périodique doit être réalisée tous les 24 mois pour les récipients CE de catégorie IV (hors chapitre B dispositions spécifiques du CTP).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250618-5: l'exploitant s'engage à régulariser ses deux systèmes frigorifiques. Il transmettra à l'Inspection : les comptes-rendus de vérification initiale, les plans d'inspection approuvés ainsi que les attestations de requalifications périodiques conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 15</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent</p>

arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]

Constats :

L'exploitant n'avait pas connaissance que ses équipements sous pression (hors systèmes frigorifiques) étaient soumis à inspection périodique en plus de la requalification périodique. A noter que la requalification périodique des équipements est programmée entre le 30/06 et 01/07/25. La fréquence des inspections périodiques sera visible dans la liste des appareils à pression (via l'indication de la date de la prochaine et dernière IP). La fréquence sera également indiquée dans le rapport de requalification périodique. **L'exploitant s'engage à respecter les prochaines échéances.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 18

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyl (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

Constats :

Les requalifications périodiques des récipients (hors systèmes frigorifiques) sont programmées entre le 30/06 et 01/07/25. La fréquence est prévue à 10 ans. A noter que les requalifications périodiques interviennent un peu tardivement étant donné que la mise en service des équipements sous pression est de 02/2015.

L'exploitant s'engage à respecter les prochaines échéances au jour, mois et année près.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réalisation d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 17

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Les inspections périodiques sur les équipements sous pression (hors systèmes frigorifiques suivis selon un plan d'inspection) n'ont jamais été réalisées par méconnaissance. Les équipements vont subir leur première requalification périodique entre le 30/06 et 01/07/25, ce qui vaudra inspection périodique. **L'exploitant s'engage à respecter les prochaines échéances.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Les équipements vont subir leur première requalification périodique entre le 30/06 et 01/07/25. L'exploitant transmettra les attestations de requalification périodique des deux compresseurs et de la cuve ballon tampon.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20250618-6: l'exploitant transmettra à l'Inspection les attestations de requalification périodique des deux compresseurs et de la cuve ballon tampon.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Succès d'une requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p> <p>Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, aucun équipement sur site n'a obtenu un succès de requalification périodique. L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de requalification périodique dans la fiche de constat n°10 (suite n°20250618-6).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/12/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
Constats :

La soupape de sécurité pour la cuve ballon tampon était difficilement accessible. L'Inspection a pu seulement constater que la soupape de sécurité était de marque HEROSE (cohérent avec les documents présents dans le dossier d'exploitation de l'équipement. Le tarage de la soupape n'a pu être lu sur la soupape de sécurité. Cette soupape de sécurité sera remplacée (ou retarée) lors de sa requalification périodique conformément à l'article 22 de l'AM du 20/11/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions d'utilisation de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/11/2017, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué.

Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.

Constats :

La notice d'instructions du réservoir d'air Lohenner "cuve ballon tampon" n'était pas disponible au jour de la visite. Le réservoir n'est pas relié à la terre. L'exploitant s'engage à vérifier les conditions d'utilisation de son réservoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20250618-7: l'exploitant s'engage à respecter la notice d'instructions du réservoir "Cuve tampon". Il confirmera que la notice d'instructions n'impose pas de mise à la terre du réservoir. Il transmettra ainsi cette notice à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

